

Haïti

2017 Conclusions sur les pires formes de travail des enfants

En 2017, Haïti a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a déployé 100 agents dans la ville frontalière d'Ouanaminthe pour lutter contre la traite des personnes et, dans le cadre de la Stratégie nationale d'action pour l'éducation pour tous, a fourni des exemptions gratuites des frais de scolarité à près de 437 905 enfants. En outre, il a continué de participer à plusieurs programmes de lutte contre les pires formes de travail des enfants, dont un nouveau programme de lutte contre l'exploitation par le travail domestique à Port-au-Prince et dans les départements de Grand'Anse et du Sud. Toutefois, en Haïti, des enfants accomplissent des travaux dangereux dans l'agriculture et le travail domestique. Il n'y a pas en Haïti d'âge minimum bien défini et facilement applicable d'admission au travail domestique et les ressources limitées pour l'application systématique des lois sur le travail des enfants entravent les efforts entrepris par le gouvernement pour protéger les mineurs des pires formes de travail des enfants. En outre, les programmes sociaux de lutte contre le travail des enfants sont insuffisants pour s'attaquer correctement à ce problème dans son ensemble.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris sous ses pires formes, en Haïti, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que les mesures de protection concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent aux enfants ayant des arrangements de travail informels.	2014 – 2017
	Adopter une loi fixant l'âge de fin de la scolarité obligatoire pour qu'il soit égal ou supérieur à l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2017
	Préciser clairement l'âge minimum d'admission à l'emploi, y compris au travail domestique.	2009 – 2017
	Veiller à ce que les activités et les emplois dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive et comprennent le travail dans des environnements agricoles dangereux.	2009 – 2017
Application	Publier des informations sur le financement de l'Inspection du travail, si les inspecteurs du travail ont reçu une formation adéquate, le nombre et le type d'inspections du travail, et les infractions, les sanctions, les poursuites et les condamnations en rapport avec le travail des enfants.	2013 – 2017
	Instaurer des sanctions suffisamment dissuasives pour punir l'emploi d'enfants en contravention du Code du travail.	2009 – 2017
	Veiller à ce que le nombre des agents d'application du droit pénal, ainsi que la formation et les ressources des	2013 – 2017

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	organismes d'application du droit du travail et du droit pénal, soient suffisants pour faire respecter comme il se doit les lois portant sur le travail des enfants, y compris ses pires formes.	
	Autoriser l'Inspection du travail à imposer des sanctions.	2013 – 2017
	Améliorer les pratiques et les mécanismes institutionnels pour que les enfants dont le travail a été constaté pendant des inspections du travail ou d'autres actions de répression reçoivent les services sociaux appropriés.	2013 – 2017
	Renforcer les capacités de répression du ministère des Affaires sociales et du Travail et de l'IBESR (Institut du bien-être social et de recherches) en organisant des inspections ciblées dans le cadre des efforts de protection de l'enfance, plutôt qu'en effectuant des inspections uniquement en fonction des plaintes reçues.	2013 – 2017
	Étendre le territoire couvert par les lignes d'assistance téléphonique gratuites administrées par la Brigade de protection des mineurs et l'IBESR pour faciliter le signalement de cas d'exploitation d'enfants en dehors de Port-au-Prince, notamment dans les zones rurales ; publier des informations sur le nombre d'appels portant sur le travail des enfants.	2013 – 2017
Coordination	Veiller à ce que la Commission nationale tripartite pour l'élimination des pires formes de travail des enfants se réunisse régulièrement et prenne des mesures pour remplir sa mission.	2017
Politiques gouvernementales	Approuver le plan d'action national de lutte contre le travail des enfants.	2016 – 2017
	Veiller à ce qu'il y ait un financement approprié pour bien mettre en œuvre le plan d'action national de lutte contre la traite des personnes.	2016 – 2017
	Assurer la mise en œuvre de la politique nationale de protection de l'enfant et du plan de développement stratégique d'Haïti.	2017
Programmes sociaux	Renforcer les initiatives visant à supprimer les obstacles et à permettre à tous les enfants de recevoir une éducation en éliminant les frais liés à la scolarité dans	2009 – 2017

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	les écoles publiques, en augmentant le nombre d'écoles et d'enseignants, surtout dans les zones rurales et les camps proches de la frontière avec la République dominicaine, en veillant à ce que les écoles publiques offrent des cours en français et en créole haïtien, et en répondant aux besoins spécifiques en matière d'éducation des groupes démographiques vulnérables, notamment des nouveaux arrivants venus de la République dominicaine.	
	Amplifier la base de données nationale sur la protection de l'enfance, notamment en identifiant les enfants des rues déplacés et les enfants employés dans le travail domestique.	2010 – 2017
	Développer les programmes sociaux existants pour s'attaquer au problème du travail des enfants dans son ensemble, en particulier dans le travail domestique, l'agriculture et la traite des enfants.	2010 – 2017